Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

96-2 | 2008

Connaissances en mouvement : expériences et propositions

Les connaissances comme ressources du développement régional

L'exemple de la Suisse

Roland Scherer et Klaus-Dieter Schnell

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/470>

DOI : 10.4000/rga.470

ISSN : 1760-7426

Cet article est une traduction de :

Knowledge as a resource in regional development - URL : <https://journals.openedition.org/rga/475> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2008

Pagination : 31-40

ISBN : 978-2-200-92501-7

ISSN : 0035-1121

Référence électronique

Roland Scherer et Klaus-Dieter Schnell, « Les connaissances comme ressources du développement régional », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 96-2 | 2008, mis en ligne le 04 mars 2009, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/470> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.470>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Les connaissances comme ressources du développement régional

L'exemple de la Suisse

Roland Scherer et Klaus-Dieter Schnell

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduction : Accent Mondial

Contexte général

- ¹ Voilà plusieurs années que le nouveau concept de politique régionale du gouvernement fédéral suscite de vifs débats dans les milieux scientifiques et techniques suisses. Un compte-rendu d'enquête sur le développement territorial de la Suisse, rédigé en 2002 par l'OCDE, conclut que « la Suisse a réussi à maintenir un développement territorial équilibré au cours des dernières décennies. Cet équilibre et les politiques nécessaires à son maintien sont soumis à une pression croissante. Les politiques régionales classiques ne permettent plus de relever efficacement les nouveaux défis territoriaux » (cf. OECD, 2002). D'après l'OCDE, les réformes des politiques financières, sectorielles et régionales entreprises par la Suisse doivent être davantage axées sur l'amélioration de la compétitivité régionale, en redéployant notamment les politiques régionales ou en appliquant une stratégie globale en matière de technologies régionales pour renforcer les zones rurales. Le dernier rapport sur le développement territorial de la Suisse aboutit aux mêmes conclusions (cf. OECD, 2007).
- ² À peu près au même moment, une commission d'experts suisse, réunie dans le but d'étudier les politiques régionales, a non seulement examiné l'évolution de l'économie mondiale, mais s'est également intéressée aux modifications du cadre général au

niveau fédéral. Étaient notamment concernées la répartition des finances entre le gouvernement fédéral et les cantons ainsi que la politique en matière de services publics. La concurrence géographique étant désormais mondiale, les instruments de promotion régionale ont, dans l'ensemble, été jugés désuets (cf. commission of experts, 2003).

- 3 Les années suivantes, les débats autour d'un nouveau concept de promotion régionale en Suisse se sont poursuivis et l'efficacité des instruments actuels de politique régionale a tout particulièrement été remise en cause. Néanmoins, l'analyse de ces mesures a en fait révélé leur efficacité à l'égard des objectifs visés. Par exemple, l'aide à l'investissement accordée aux régions montagneuses, principal instrument de politique régionale, a joué un rôle majeur dans la décentralisation suisse (IDT/CEAT, 2004).
- 4 Les débats sur la réforme de la politique régionale suisse ont donné lieu à des oppositions politiques virulentes entre deux camps avec, d'un côté, les différents cantons urbanisés exigeant la suppression de toute politique régionale et, de l'autre, les « cantons montagneux » souhaitant au contraire bénéficier d'une hausse des avantages compensatoires accordés aux régions montagneuses peu développées sur le plan structurel. À l'issue de ce débat houleux, une loi fédérale de politique régionale a été votée en 2006 pour servir de base générale à la promotion régionale jusqu'en 2015. Cette loi prévoit de mettre à la disposition des régions 70 millions de francs suisses par an à compter de 2008 afin de renforcer l'innovation et la compétitivité.

Principes de base de la nouvelle politique régionale en Suisse

- 5 La nouvelle politique régionale (NPR) suisse porte essentiellement sur la promotion des régions montagneuses, des zones rurales et des espaces frontaliers comme lieux d'implantation pour les entreprises. Cette politique privilégie en particulier l'accès à une main-d'œuvre hautement qualifiée et à des infrastructures de qualité. Toutefois, des facteurs immatériels, tels que des institutions appropriées, un esprit d'entreprise, des réseaux régionaux et un accès aux connaissances sont également primordiaux. La loi fédérale sur la politique régionale a pour but de renforcer l'innovation, la valeur ajoutée et la compétitivité des régions désignées afin de « contribuer à la création et au maintien d'emplois dans les zones bénéficiaires » (approche fondée sur la croissance). Cet objectif vise à favoriser directement la décentralisation du pays et à réduire les disparités régionales. Ces exigences sont spécifiées dans la loi fédérale et présentées plus en détail dans un programme pluriannuel (2008-2015). De manière générale, la nouvelle politique régionale suisse se caractérise par trois grands facteurs : (1) objectif de croissance économique, (2) lancement d'initiatives de croissance fondées sur l'exportation et (3) volonté forte de « renforcer nos atouts ».
- 6 Ces objectifs reposent sur trois principes stratégiques, conformément au « message sur la nouvelle politique régionale » (Swiss Federal Council, 2005) :

Principe 1

- 7 Promotion d'initiatives, de projets et de programmes, et projets d'infrastructures visant à renforcer l'innovation, la valeur ajoutée et la compétitivité dans les domaines

cibles. Les principaux acteurs sont les cantons et les régions. La gestion, la force d'innovation et les systèmes de valeur ajoutée sont considérés comme les trois grands facteurs d'amélioration de la compétitivité régionale et de la capacité d'adaptation des régions à l'évolution structurelle. Des mesures appropriées mises en œuvre dans les régions doivent permettre de résoudre les problèmes liés à cette évolution structurelle. Ces problèmes sont souvent dus à une masse critique insuffisante. La promotion ciblée de projets régionaux au moyen des fonds fédéraux permet de fixer des priorités en termes de politique économique fédérale propre au pays.

Principe 2

- 8 Renforcement de la coopération et utilisation des synergies existant entre la politique régionale et les politiques sectorielles fédérales en matière de développement territorial, y compris l'innovation, l'éducation, l'agriculture, l'environnement, le tourisme et la gestion des PME. La coordination avec d'autres responsabilités fédérales en matière de développement territorial doit également être renforcée.

Principe 3

- 9 Instauration et exploitation d'un système complet de connaissances pour le développement régional. Ce système prévoit la formation professionnelle systématique et la spécialisation des responsables régionaux, la mise en place d'un système de contrôle, de communication et de suivi, et l'analyse des deux autres principes. Le système de connaissances est complémentaire et son but est de faciliter la mise en œuvre des deux autres principes.
- 10 L'examen rapide des objectifs et des instruments de la NPR révèle un changement stratégique de paradigmes : la promotion de la croissance économique est le credo de la nouvelle politique régionale. Ce credo repose sur l'idée que des entreprises compétitives et innovantes sont essentielles à la création d'emplois durables, même dans les zones rurales, et que l'aide apportée à ces entreprises permettra indirectement de faire de ces zones des lieux de vie attractifs. Les anciens éléments clés de la politique régionale, la « cohésion » et l'« équilibre territorial », sont en revanche moins pertinents. La réduction des disparités régionales et le maintien de conditions de vie équivalentes ne sont donc plus des objectifs directs de la politique régionale suisse.
- 11 Ce changement de paradigmes est l'une des clés de la nouvelle politique régionale. Les centres urbains sont, par exemple, jugés plus propices au développement économique. Ces zones sont également à l'origine du développement des zones rurales. Les régions périphériques doivent donc saisir les opportunités de développement offertes par les zones urbaines tout en mobilisant leur propre potentiel de développement afin de tirer profit des exportations et de renforcer ainsi la valeur ajoutée à l'échelle régionale. Les zones rurales contribuent alors doublement au développement de la compétitivité et de la croissance dans l'ensemble du pays. Les « connaissances » jouent un rôle important en termes de développement des régions. L'exploitation de ces ressources est considérée comme l'un des principaux défis auxquels sont confrontés tous les acteurs impliqués dans la politique régionale.

- 12 Les principes de la nouvelle politique régionale en Suisse reposent, comme indiqué ci-après, sur des aspects clairs des théories économiques régionales ainsi que sur des données relatives à la gestion des entreprises, à la communication et à l'éducation.

Rôle des connaissances dans le développement régional

- 13 Les études de développement régional reposent sur l'idée que la réussite économique d'une région dépend de la façon dont elle mobilise ses connaissances. Il y a à peine plus de 10 ans, Richard Florida avait déjà décrit une nouvelle ère de capitalisme mondial axé sur la connaissance, dans laquelle les régions jouent un rôle primordial dans la création de connaissances. Dans ses écrits, il a développé la notion de « région d'apprentissage » (Florida, 1995), un terme aussi courant que complexe dans nos sociétés et milieux politiques actuels. Les débats sur les « régions d'apprentissage » portent sur la capacité des lieux d'implantation à s'adapter en permanence aux changements d'environnements régionaux et mondiaux en redéfinissant sans cesse leur structure économique pour faire face à la concurrence (cf. Florida, 1995). Cependant, comment les régions peuvent-elles exploiter efficacement les connaissances pour y parvenir ?
- 14 Le problème qui se pose est fondamental : il arrive souvent que les lieux d'implantation et les régions ne soient même pas conscients de l'ampleur des connaissances dont ils disposent, du type de connaissances qui leur manque et des sources dans lesquelles ils pourraient puiser ces connaissances. Dans le même temps, le fait que les connaissances acquises ne constituent pas une ressource homogène est souvent négligé. J. Schüppel (1996) estime la « demi-vie » (temps écoulé lorsque seulement la moitié des connaissances en question sont encore à jour) des connaissances technologiques et statistiques à 1-2 ans et celle des connaissances universitaires à 5 ans. À l'instar des entreprises, les régions et lieux d'implantation doivent donc utiliser un système actualisé de gestion des connaissances. C'est là l'unique moyen pour eux de s'adapter sur le long terme et de faire face à des conditions en constante évolution.
- 15 Depuis le milieu des années 1990, les responsables d'entreprise mènent également un vif débat sur les systèmes de connaissances en entreprise et sur la gestion de ces connaissances. I. Nonaka & H. Takeuchi (1995) distinguent là deux types de connaissances (voir la Figure 1) : d'une part, les connaissances explicites sous forme d'articles, de données, de listes, de consignes, etc., peuvent être conservées et transmises. Grâce aux nouvelles technologies de l'information, ce type de connaissances est aujourd'hui présent dans le monde entier. D'autre part, les connaissances implicites, celles détenues par les individus, ne peuvent être acquises que lorsque des tâches et des problèmes spécifiques sont traités. Ces connaissances ne sont transmises que par l'expérience et lorsque différentes personnes se réunissent.

Figure 1. Principales formes de connaissances.

Attribut	Connaissances implicites	Connaissances explicites
Contextualisation	Lien avec l'expérience sensorielle	Lien avec l'expérience intellectuelle
Transfert	Application commune des connaissances	Communication des connaissances
Justification	Processus complexe d'externalisation	Documentation sous forme de schémas, textes, images
Acquisition	Expérience pratique collective	Apprentissage mutuel

Source : Willke, 1999.

- 16 Georg von Krogh (1995) distingue différentes phases dans le traitement des connaissances (voir la Figure 2). La première consiste à identifier les connaissances explicites et les connaissances implicites. Au cours de la seconde phase, ces connaissances doivent être développées, partagées avec d'autres individus et préparées pour le transfert sous une forme adéquate. L'étape suivante consiste à traiter des questions et des applications concrètes en vue de créer des compétences. Ce type de compétences ne se monnaie pas uniquement. Elles ne peuvent être développées que par l'interconnexion d'individus ayant des connaissances et des habitudes spécifiques, et disposant des structures, installations et systèmes d'information leur permettant de traiter efficacement des tâches spécifiques. Le déploiement de ces connaissances et des compétences acquises représente la véritable innovation menant à des changements et à des activités concrètes. La gestion des connaissances ne consisterait donc pas seulement à diffuser les informations de base ou à créer de nouvelles connaissances ; elle doit plutôt être appréhendée comme un système complet de connaissances également capable d'englober l'innovation concrète.

Figure 2. Principales formes de traitement des connaissances.

Source : von Krogh, 1995.

- 17 En termes de développement régional, la question des acteurs du développement économique et du type de système de connaissances régional se pose désormais. Le terme « système » suppose en substance que les différentes parties d'un tout sont étroitement liées et interdépendantes. Ce système de corrélations peut être aussi bien fermé qu'ouvert. En revanche, à la lumière d'une économie fondée sur la connaissance – on parle d'un système de connaissances – P. Bourdieu contribue à clarifier la question en expliquant que le « capital économique » ne dépend pas uniquement du « capital intellectuel », mais aussi du « capital social » et du type d'organisation de réseaux correspondant. Un système de connaissances peut être défini comme un système social ouvert, dont les membres sont concrètement liés au sein d'un réseau et dépendent les uns des autres ; ce système se caractérise également par l'échange de connaissances entre ses membres (Schnell, Held & Scherer, 2005). Un système de connaissances regroupe différentes personnes et institutions détentrices de connaissances propres à un système spécifique (ex. agriculture, développement régional, centre financier). Les acteurs issus du monde de l'entreprise, de la politique et du gouvernement, ainsi que de la société civile, de la culture, de l'éducation et des sciences sont concernés. Ils forment, consciemment ou non, un système de connaissances informel lié par des domaines d'intérêt et de responsabilité mutuels ou communs, comme illustré dans l'exemple de développement régional.
- 18 Les acteurs ayant une approche plus passive de la structure régionale traditionnelle peuvent être identifiés dans ce système de connaissances régional. Tout comme les entrepreneurs, les professionnels du tourisme, les municipalités, les ONG ou les personnes privées, ils sont les utilisateurs ou les bénéficiaires des titulaires de charge qui cherchent à façonner activement les activités stratégiques et opératoires de l'association régionale. L'exemple de la Suisse dans l'illustration suivante révèle que le « système de connaissances pour le développement régional » n'inclut pas uniquement des titulaires de charge issus des milieux professionnels impliqués dans la promotion économique ou dans le développement régional ; il est composé de toutes les forces et partisans endogènes formant la base de connaissances d'une région donnée.

Figure 3. Acteurs du système de connaissances pour le développement régional.

Source : Schnell, Held & Scherer, 2005.

- 19 La transmission et le partage des connaissances ainsi que la création de compétences sont à la base de l'apprentissage. L'apprentissage permet, en principe, de poursuivre deux objectifs dans le domaine du développement régional : d'une part, le contenu éducatif est communiqué dans le but d'aider les différents acteurs à mener à bien des activités professionnelles et à contribuer ainsi directement à la valeur ajoutée et au développement régional. D'autre part, le contenu éducatif peut être communiqué afin de permettre aux individus et aux institutions de lancer et de superviser les projets et activités d'autres acteurs régionaux. Étant donné que les deux processus d'apprentissage visent des cibles différentes, il peut être utile d'examiner chacun d'entre eux individuellement et de les laisser se développer séparément. Dans ce cas, l'apprentissage n'est pas dispensé dans le cadre de structures éducatives ni de cours (apprentissage classique), mais dans la vie quotidienne ou lors d'applications spécifiques (apprentissage informel).
- 20 Les régions qui parviendront à mettre en œuvre de tels processus d'apprentissage seront capables d'exploiter leurs connaissances spécifiques en vue du développement régional.

Système de connaissances pour le développement régional en Suisse

- 21 L'instauration d'un système de connaissances pour le développement régional en Suisse, conformément au Principe 3 de la loi fédérale sur la politique régionale, fait partie d'une stratégie de soutien à la nouvelle politique régionale du pays. Ce ne sont pas les entreprises elles-mêmes qui constituent le groupe cible, mais plutôt les

responsables régionaux, les créateurs d'entreprise et les chefs de projets qui lancent et supervisent les processus de développement régional. L'objectif est d'affecter à une tâche précise les connaissances explicites et implicites à disposition des acteurs impliqués en Suisse et d'échanger ces connaissances.

- 22 Les objectifs et le contenu du système de connaissances pour le développement régional suisse en matière d'apprentissage sont les suivants (voir la Figure 4). L'illustration révèle que, dans ce cas, les connaissances en jeu sont essentiellement implicites. Étant donné que ces échanges reposent principalement sur des contacts personnels et sur des processus d'apprentissage informel, le rôle de la gestion de réseau est primordial.

Figure 4. Objectifs et contenu éducatifs du système de connaissances pour le développement régional suisse.

Source : Schnell, Scherer & Held, 2005.

- 23 Ce système de connaissances pour le développement régional doit être mis en place en Suisse à compter de 2008. Le secrétariat d'État à l'économie (SECO) tient lieu de mandant et de promoteur ; ces fonctions sont donc gérées au niveau fédéral. Le projet est financé par un consortium d'entreprises privées sous forme de mandat. Une somme annuelle maximale de 2,5 millions CHF est affectée au fonctionnement du système. Le système de connaissances prévoit trois stratégies, conformément à l'étude de faisabilité scientifique (cf. Schnell, Held & Scherer, 2005). Deux stratégies portent principalement sur le comportement humain et la troisième sur la technologie.

Mobilisation et gestion de réseau

- 24 Aujourd'hui, le principal problème réside dans le fait que les connaissances, en particulier les connaissances implicites liées aux individus, ne sont pas suffisamment partagées ni échangées. Cette lacune s'explique par des plates-formes et des méthodes inappropriées ainsi que par des cultures peu propices à l'échange. Toutefois, du fait des bouleversements socio-économiques considérables qui se sont produits, le besoin de nouvelles connaissances pour le développement régional se fait de plus en plus pressant. Pour répondre à ce besoin, l'attention doit porter sur les instruments qui facilitent le partage et l'échange de connaissances entre individus ou la création de connaissances.

Qualifications

- 25 Les connaissances doivent générer des compétences et être ainsi à l'origine d'activités innovantes dans les régions. Les activités de formation actuellement proposées doivent donc être préservées et développées en fonction des nouveaux besoins (ex. stage de créativité, méthodes d'autoréflexion et enseignement supérieur).

Infrastructures

- 26 Les connaissances qui s'expriment par des mots, les connaissances explicites, doivent pouvoir être échangées au moyen d'infrastructures techniques : les connaissances doivent être traitées, traduites et classées pour que les acteurs du développement régional puissent y accéder, où qu'ils soient, et les transmettre à leur tour. La priorité porte sur les solutions techniques modernes du domaine des technologies de l'information et des communications (TIC). Un portail de connaissances pour le développement régional incluant un large éventail de fonctions a été proposé.
- 27 Ces stratégies peuvent être appliquées aux différents modules du système de connaissances pour le développement régional suisse (voir la Figure 5). Il apparaît de nouveau clairement que le système n'est pas seulement technique, mais repose plutôt sur des individus et sur les échanges entre ces individus. Les éléments des communautés de pratique et des communautés d'intérêt offrent un cadre favorable à l'apprentissage informel. Dans ces communautés, les connaissances implicites à disposition des acteurs régionaux sont transmises à d'autres acteurs par le biais de processus d'échange soumis à différents niveaux de contrôle. Les éléments de qualification et le portail de connaissances permettent, quant à eux, de transmettre les connaissances explicites. La création de nouvelles connaissances, dont la nécessité peut être identifiée dans d'autres éléments, doit être encouragée avec l'élément de réseau de recherche. La gestion de réseau est l'élément central du système et regroupe des membres de réseaux de connaissances qui sont en contact direct et qui organisent l'échange des connaissances au sein du système. Ils établissent le contact entre les différents acteurs et n'autorisent ainsi que les processus d'apprentissage informels. La vaste expérience en matière de systèmes de gestion des connaissances dans le monde de l'entreprise révèle que cette fonction ne peut pas être remplacée tout simplement par des systèmes électroniques (Enkel & Back, 2002).

Figure 5. Éléments du système de connaissances pour le développement régional suisse.

Source : Schnell, Held & Scherer, 2005, p. 40.

Perspectives

- 28 Quelles opportunités un système de gestion des connaissances pour le développement régional décrit dans le présent document offre-t-il donc à la Suisse ? Il existe de toute évidence un potentiel énorme de professionnalisation du développement régional en faveur des deux grands objectifs de la nouvelle politique régionale (innovation, valeur ajoutée, compétitivité et coordination des différents aspects de la politique fédérale). Les institutions et les individus deviennent mieux armés pour apprendre et s'adapter. Ils améliorent leur capacité à renforcer les connaissances par le partage et à les diffuser dans le cadre des processus de valeur ajoutée. La création de communautés est également encouragée. Cela signifie que la somme annuelle d'environ 2,5 millions CHF allouée à la gestion des connaissances est ainsi mieux investie que si elle était consacrée directement aux projets.
- 29 Cependant, des risques et limites se profilent. Le niveau de l'État fédéral (les cantons) joue un rôle décisif dans la mise en œuvre de la nouvelle politique régionale en Suisse. Les cantons déterminent les activités et les régions pouvant bénéficier du financement prévu par la politique régionale. La gestion des connaissances, au contraire, est pour le moment mise en œuvre et financée exclusivement par le gouvernement fédéral. Elle devra, à terme, passer sous la responsabilité des communautés. Le fonctionnement du centre de gestion de réseau déterminera également l'obtention des effets souhaités. Les exigences sont considérables : un bon sens des affaires, une parfaite connaissance des processus et des méthodes, un niveau de compétences sociales élevé et des aptitudes avérées dans la gestion de réseau et les communications sont requis. Par ailleurs, la gestion des connaissances pour le développement régional n'est pas une nouveauté. L'étude de faisabilité énumère de nombreux projets et réseaux existants, au sein desquels des informations sont échangées, des mesures de formation sont appliquées et

des systèmes et plates-formes Internet spécialisés sont exploités. Tous ces éléments ne sont, à ce jour, pas vraiment reliés. De plus, ils ne portent généralement que sur des thèmes spécifiques, tels que les régions montagneuses, l'agriculture, la protection environnementale, la protection contre les catastrophes naturelles, la promotion de l'innovation et la gestion du territoire. Le succès de la gestion des connaissances pour le développement régional en Suisse dépendra également des liens qui pourront être créés entre ces éléments existants et les instruments de gestion des connaissances envisagés.

- 30 En résumé, l'accent a récemment été mis sur le thème central de l'apprentissage informel comme élément clé du système de connaissances pour le développement régional suisse. D'une manière jusqu'alors inédite, du moins en Europe, le gouvernement suisse instaure méthodiquement un système d'aide dans le but d'optimiser l'exploitation des connaissances pour le développement régional et souhaite faire perdurer ce projet (2008-2015) en lui attribuant un budget important. Reste à savoir si ce système de connaissances et d'apprentissage améliore réellement le développement des régions rurales. Les conditions étant identiques, les effets éventuels de l'apprentissage en Suisse pourraient bien servir de modèle à d'autres régions alpines.

BIBLIOGRAPHIE

ENKEL E., BACK A., 2002. – „Wissensnetzwerke: das neue Instrument für die Förderung von Wissensaustausch und Wissensentwicklung im Unternehmen“. In: Bleicher, K & Berthel, J. (Hrsg.): Auf dem Weg in die Wissensgesellschaft – Veränderte Strategien, Strukturen und Kulturen. Frankfurt: FAZ-Verlag.

EUROPÄISCHE KOMMISSION, 2005. – Strategische Leitlinien der Gemeinschaft für den Zeitraum 2007-2013. KOM 2005 (299).

EXPERTENKOMMISSION, 2003. – Expertenkommission zur Überprüfung und Neukonzeption der Regionalpolitik (NRP). Beauftragt vom Staatssekretariat für Wirtschaft, Bern.

FLORIDA R., 1995. – « Towards the learning region ». *Futures*, Vol. 27, N° 5, pp. 527-536.

IDT/CEAT, 2004. – Evaluation der Investitionshilfe für Berggebiete (IHG). Arbeitsgemeinschaft IDT-HSG / C.E.A.T. im Auftrag des Staatssekretariats für Wirtschaft, Bern.

NONAKA IKUJIR TAKEUCHI HIROTAKA, 1995. – *The Knowledge-Creating Company*. New York, Oxford Univ. Press.

OECD, 2002. – Prüfbericht Raumentwicklung Schweiz. Paris.

OECD, 2007. – *Territorial Reviews Switzerland*. Paris.

SCHNELL K-D., HELD T., SCHERER R., 2005. – *Wissensmanagement Regionalentwicklung Schweiz. Machbarkeitstudie für eine Supportstrategie innerhalb der neuen Regionalpolitik des Bundes*. St. Gallen: IDT-HSG.

SCHÜPPEL J., 1997. – Wissensmanagement. Organisatorisches Lernen im Spannungsfeld von Wissens- und Lernbarrieren. Wiesbaden: Dt. Univ.-Verl. (Gabler-Edition Wissenschaft).

SWISS FEDERAL COUNCIL (Schweizerischer Bundesrat), 2005. – Botschaft über die neue Regionalpolitik (NRP) vom 16.11.2005. Bern.

VON KROGH G., VENZIN M., 1995. – „Anhaltende Wettbewerbsvorteile durch Wissensmanagement“. Die Unternehmung, Jhg. 49, H. 6, pp. 417-436.

WILLKE H., KRÜCK C., MINGERS S., 2001. – Systemisches Wissensmanagement, 2. Auflage. Stuttgart: Lucius & Lucius UTB.

RÉSUMÉS

Le développement économique et social des régions doit désormais faire face à de nouveaux défis. L'intégration et l'élargissement de l'Union européenne, ainsi que la mondialisation du climat/de la structure économique et décisionnelle et des cohésions correspondantes sont à l'origine de grands bouleversements. Les régions rivalisent de plus en plus afin de réunir des ressources mobiles et immobiles susceptibles d'attirer les entreprises. Les régions doivent appréhender et exploiter leurs « connaissances » comme des ressources pour pouvoir se développer. Les « connaissances » sont également de plus en plus importantes en politique régionale. La « nouvelle politique régionale » de la Suisse se veut innovante en instaurant un « système de gestion des connaissances pour le développement régional », dans lequel des sommes d'argent public considérables sont investies.

The economic and social development of regions is facing new challenges nowadays. European integration and extension, as well as the globalised climate/structure with regard to economics and decision-making, and globalised economic and decisionrelated coherencies are bringing about major changes. Regions as business locations are competing more and more for mobile and immobile resources. Regions need to understand and utilise their "knowledge" as a development resource in order to be able to develop themselves. The resource of "knowledge" is also becoming increasingly significant in regional politics. The "new regional policy" in Switzerland is treading new ground with the establishment of a "regional development knowledge management system" and considerable amounts of public funding are being invested in this scheme.

INDEX

Mots-clés : développement régional, gestion des connaissances

Keywords : knowledge management, regional development

Index géographique : Suisse

AUTEURS

KLAUS-DIETER SCHNELL

Internationale Bodensee Konferenz.

schnell@bodenseekonferenz.org